

Dossier de diagnostics techniques

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au "dossier technique amiante"



Référence AMIDTA-D9777234-2201 3 octobre 2022

Bien	ERP catégorie 1 à 4
Adresse	9 avenue Léon BLUM 43100 BRIOUDE
Référence Cadastreale	NC
Propriétaire	DPFP HAUTE-LOIRE 17 Rue Des Moulins 43000 LE PUY EN VELAY
Demandeur	DPFP HAUTE-LOIRE 17 Rue Des Moulins 43000 LE PUY EN VELAY

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.

Visité le 20 septembre 2022 par CAMILLE AUFAURE

Ce rapport original ne peut être reproduit sans notre autorisation et ne peut être utilisé de façon partielle.



Sommaire

Sommaire	2
Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au "dossier technique amiante"	3
A. Informations générales	3
B. Cachet du diagnostiqueur	3
C. Programme de repérage	3
D. Conclusion(s)	5
E. Conditions de réalisation du repérage	6
F. Rapports précédents	7
G. Résultats détaillés du repérage	7
H. Déroulement du repérage	17
I. Éléments d'information	17
Annexe 1. Croquis	18
Annexe 2. Recommandations générales de sécurité	22
Annexe 3. Certificat de qualification	24
Annexe 4. Attestations d'assurance et sur l'honneur	25

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au "dossier technique amiante"

Articles R.1334-14, R.1334-17 et 18, R.1334-20 et 21, R.1334-29-5 du Code de la Santé Publique (introduits par le Décret n°2011-629 du 3 juin 2011) ; Arrêtés du 12 décembre 2012, arrêté du 21 décembre 2012.

Norme NF X 46-020 d'août 2017

A Informations générales

A.1 Désignation du bâtiment

Type de bien	ERP catégorie 1 à 4
Nom	CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES
Adresse	9 avenue Léon BLUM 43100 BRIOUDE
Année de construction	Antérieur 1997
Propriété de	DPFP HAUTE-LOIRE 17 Rue Des Moulins 43000 LE PUY EN VELAY

A.2 Désignation du donneur d'ordre

Nom	DPFP HAUTE-LOIRE
Adresse	17 Rue Des Moulins 43000 LE PUY EN VELAY
Qualité	

A.3 Exécution de la mission

Rapport n°	AMIDTA-D9777234-2201
Repérage réalisé le	20 septembre 2022
Par	CAMILLE AUFAURE
Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par	ICERT Parc Edonia - Bât. G Rue de la Terre Victoria - 35760 SAINT GREGOIRE
Numéro de certification de validation	CPDI5655
Date d'obtention	4 juin 2020
Date d'émission du rapport	3 octobre 2022
Organisme d'assurance professionnelle	XL Insurance Company SE - 61 rue Mstislav Rostropovitch - 75017 PARIS
Numéro de contrat d'assurance et date de validité	<ul style="list-style-type: none"> FR00020032LI du 01/01/2022 au 31/12/2022 FR00019980LI du 01/01/2022 au 31/12/2022

B Cachet du diagnostiqueur

Signature et Cachet de l'entreprise

DEKRA Industrial SAS
SAS au capital de 100 000 € - RCS LIMOGES 830 004 830
ACTIVITE : IRI AUVERGNE
Parc Technologique La Paroisse
2 avenue Léonard de Vinci
63000 CLERMONT FERRAND
TEL : 04 73 28 88 10 - 04 73 28 75 51

Date d'établissement du rapport :

Fait à CLERMONT FERRAND le 03/10/2022
Nom du diagnostiqueur : CAMILLE AUFAURE

C Programme de repérage

L'opérateur communiquera au préfet les rapports de repérage de certains établissements dans lesquels il a identifié des matériaux de la liste A contenant de l'amiante dégradés, qui nécessitent des travaux de retrait ou confinement ou une surveillance périodique avec mesure d'empoussièrement. Cette disposition a pour objectif de mettre à la disposition des préfets toutes les informations utiles pour suivre ces travaux à venir et le respect des délais. Parallèlement, le propriétaire transmettra au préfet un calendrier de travaux et une information sur les mesures conservatoires mises en œuvre dans l'attente des travaux. Ces transmissions doivent également permettre au préfet d'être en capacité de répondre aux cas d'urgence (L.1334-16)

La mission porte sur le repérage de l'amiante dans les éléments suivants (liste A et liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique) :

Liste A de l'annexe 13-9 du code de la santé publique (Art R.1334-20)

Composant à sonder ou à vérifier
Flocages
Calorifugeages
Faux plafonds

Liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique (Art R.1334-21)

Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
1. Parois verticales intérieures	
Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs). Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres.	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiante-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu. Enduits projetés, panneaux de cloisons.
2. Planchers et plafonds	
Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres. Planchers.	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés. Dalles de sol
3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...) Clapets/volets coupe-feu Portes coupe-feu. Vide-ordures.	Conduits, enveloppes de calorifuges. Clapets, volets, rebouchage. Joints (tresses, bandes). Conduits.
4. Éléments extérieurs	
Toitures. Bardages et façades légères. Conduits en toiture et façade.	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux. Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment). Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée.

D Conclusion(s)

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.

Localisation	Élément	Matériaux ou produits	HCI	Critère de décision	Photo
Rez de chaussée > Accueil 1	Plafond	Faux plafonds	Non	Document consulté	
Rez de chaussée > Accueil 2	Plafond	Faux plafonds	Non	Document consulté	
Étage 1 > Archives 3	Plafond	Faux plafonds	Non	Document consulté	
Rez de jardin > Bureau 1	Plafond	Faux plafonds	Non	Document consulté	
Étage 1 > Bureau 10	Plafond	Faux plafonds	Non	Document consulté	
Étage 1 > Bureau 11	Plafond	Faux plafonds	Non	Document consulté	
Étage 1 > Bureau 12	Plafond	Faux plafonds	Non	Document consulté	
Étage 1 > Bureau 13	Plafond	Faux plafonds	Non	Document consulté	
Étage 1 > Bureau 14	Plafond	Faux plafonds	Non	Document consulté	
Étage 2 > Bureau 15	Plafond	Faux plafonds	Non	Document consulté	
Étage 2 > Bureau 16	Plafond	Faux plafonds	Non	Document consulté	
Étage 2 > Bureau 17	Plafond	Faux plafonds	Non	Document consulté	
Étage 2 > Bureau 18	Plafond	Faux plafonds	Non	Document consulté	
Étage 2 > Bureau 19	Plafond	Faux plafonds	Non	Document consulté	
Rez de jardin > Bureau 2	Plafond	Faux plafonds	Non	Document consulté	
Étage 2 > Bureau 20	Plafond	Faux plafonds	Non	Document consulté	
Rez de jardin > Bureau 3	Plafond	Faux plafonds	Non	Document consulté	
Rez de chaussée > Bureau 4	Plafond	Faux plafonds	Non	Document consulté	
Rez de chaussée > Bureau 5	Plafond	Faux plafonds	Non	Document consulté	
Rez de chaussée > Bureau 6	Plafond	Faux plafonds	Non	Document consulté	
Rez de chaussée > Bureau 7	Plafond	Faux plafonds	Non	Document consulté	
Rez de chaussée > Bureau 8	Plafond	Faux plafonds	Non	Document consulté	
Étage 1 > Bureau 9	Plafond	Faux plafonds	Non	Document consulté	
Rez de jardin > Bureau archives	Plafond	Faux plafonds	Non	Document consulté	
Rez de jardin > Couloir	Plafond	Faux plafonds	Non	Document consulté	
Étage 1 > Couloir 2	Plafond	Faux plafonds	Non	Document consulté	
Étage 2 > Couloir 3	Plafond	Faux plafonds	Non	Document consulté	
Rez de chaussée > Guichet	Plafond	Faux plafonds	Non	Document consulté	
Étage 2 > Hall	Plafond	Faux plafonds	Non	Document consulté	
Rez de chaussée > Hall d'accueil	Plafond	Faux plafonds	Non	Document consulté	
Étage 1 > Hall d'attente	Plafond	Faux plafonds	Non	Document consulté	
Rez de chaussée > Réserve	Plafond	Faux plafonds	Non	Document consulté	

Rez de chaussée > SAS 2	Plafond	Faux plafonds	Non	Document consulté	
Étage 2 > Salle détente	Plafond	Faux plafonds	Non	Document consulté	
Rez de jardin > Salle informatique	Plafond	Faux plafonds	Non	Document consulté	
Rez de chaussée > Trésorerie	Plafond	Faux plafonds	Non	Document consulté	

Liste des locaux non visités et justification

Aucun

Liste des éléments non inspectés et justification

Aucun

E Conditions de réalisation du repérage

Le repérage a pour objectif une recherche et un constat de la présence de matériaux ou produits contenant de l'amiante selon la liste citée au programme de repérage.

Conditions spécifiques du repérage :

Ce repérage est limité aux matériaux accessibles sans travaux destructifs c'est-à-dire n'entraînant pas de réparation, remise en état ou ajout de matériau ou ne faisant pas perdre sa fonction au matériau.

En conséquence, les revêtements et doublages (des plafonds, murs, sols ou conduits) qui pourraient recouvrir des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante ne peuvent pas être déposés ou détruits.

Il est nécessaire d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits contenant de l'amiante ou de ceux les recouvrant ou les protégeant. Ce repérage visuel et non destructif ne peut se substituer à un repérage avant réalisation de travaux ou avant démolition.

Le donneur d'ordre est tenu de fournir les moyens d'accès nécessaires à mettre en oeuvre pour accéder à certains matériaux (escabeau, échelle, échafaudage, plate-forme élévatrice de personnes...) et d'en définir les conditions d'utilisation.

Procédures de prélèvement :

Les prélèvements sur des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante sont réalisés en vertu des dispositions du Code du Travail.

Le matériel de prélèvement est adapté à l'opération à réaliser afin de générer le minimum de poussières. Dans le cas où une émission de poussières est prévisible, le matériau ou produit est mouillé à l'eau à l'endroit du prélèvement (sauf risque électrique) et, si nécessaire, une protection est mise en place au sol ; de même, le point de prélèvement est stabilisé après l'opération (pulvérisation de vernis ou de laque, par exemple).

Pour chaque prélèvement, des outils propres et des gants à usage unique sont utilisés afin d'éliminer tout risque de contamination croisée. Dans tous les cas, les équipements de protection individuelle sont à usage unique.

L'accès à la zone à risque (sphère de 1 à 2 mètres autour du point de prélèvement) est interdit pendant l'opération. Si l'accompagnateur doit s'y tenir, il porte les mêmes équipements de protection individuelle que l'opérateur de repérage.

L'échantillon est immédiatement conditionné, après son prélèvement, dans un double emballage individuel étanche.

Les informations sur toutes les conditions existantes au moment du prélèvement susceptible d'influencer l'interprétation des résultats des analyses (environnement du matériau, contamination éventuelle, etc.) seront, le cas échéant, mentionnées dans la fiche d'identification et de cotation en annexe.

Date du repérage : 20/09/2022

Liste des écarts, adjonctions ou suppressions d'information de la norme :

Concernant les plans et croquis, pour plus de clarté : absence de l'état de conservation.

Dans un souci de ne pas alourdir le rapport et d'en faciliter sa compréhension et sa lecture, l'accréditation COFRAC du laboratoire ayant réalisé l'analyse de nos prélèvements et son annexe technique ne sont pas annexés au présent rapport. Ces documents sont consultables et transmis sur demande auprès de votre interlocuteur en agence.

Informations sur les prélèvements :

A - Motifs qui ont pu conduire à réduire ou augmenter le nombre de prélèvements tel qu'indiqué en Annexe 1 de la norme

NFX 46-020 pour chacun des matériaux et produits repérés :

Néant

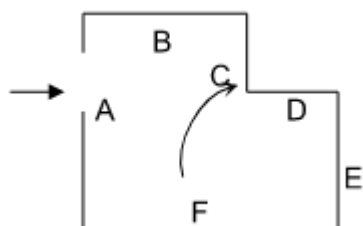
B - Informations sur toutes les conditions existantes susceptibles d'influencer l'interprétation des résultats des sondages (environnement du matériau, contamination éventuelle,...) :

Néant

C - Informations sur toutes les conditions existantes au moment du prélèvement susceptibles d'influencer l'interprétation des résultats des analyses (environnement du matériau, contamination éventuelle...) :

Néant

Sens du repérage pour évaluer un local :



F Rapports précédents

Date	Référence	Titre	Société	Opérateur de repérage	Conclusion
07/05/2022	19/TAB/3964	Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante en vue de la constitution du dossier technique amiante	DPRO	BOUSCARLE Adrien	Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante

G Résultats détaillés du repérage

Liste des locaux visités/non visités et justification

Nom	Etage	Visité	Justification
Accès	Rez de jardin	Oui	
Cage d'escalier	Rez de jardin	Oui	
SAS	Rez de jardin	Oui	
Archives	Rez de jardin	Oui	
Garage	Rez de jardin	Oui	
Archives 2	Rez de jardin	Oui	
Chaufferie	Rez de jardin	Oui	
Local électrique	Rez de jardin	Oui	
Couloir	Rez de jardin	Oui	
Bureau archives	Rez de jardin	Oui	
Bureau 1	Rez de jardin	Oui	
Bureau 2	Rez de jardin	Oui	
Bureau 3	Rez de jardin	Oui	



Salle informatique	Rez de jardin	Oui	
Local technique	Rez de jardin	Oui	
SAS 2	Rez de chaussée	Oui	
Hall d'accueil	Rez de chaussée	Oui	
Accueil 1	Rez de chaussée	Oui	
Trésorerie	Rez de chaussée	Oui	
Bureau 4	Rez de chaussée	Oui	
Bureau 5	Rez de chaussée	Oui	
Bureau 6	Rez de chaussée	Oui	
Bureau 7	Rez de chaussée	Oui	
Toilettes 1	Rez de chaussée	Oui	
Toilettes 2	Rez de chaussée	Oui	
WC 1	Rez de chaussée	Oui	
WC 2	Rez de chaussée	Oui	
Réserve	Rez de chaussée	Oui	
Cage d'escalier 2	Rez de chaussée	Oui	
Bureau 8	Rez de chaussée	Oui	
Accueil 2	Rez de chaussée	Oui	
Guichet	Rez de chaussée	Oui	
Hall d'attente	Étage 1	Oui	
Bureau 9	Étage 1	Oui	
Archives 3	Étage 1	Oui	
Bureau 10	Étage 1	Oui	
Bureau 11	Étage 1	Oui	
Bureau 12	Étage 1	Oui	
Bureau 13	Étage 1	Oui	
Bureau 14	Étage 1	Oui	
Couloir 2	Étage 1	Oui	
Toilettes 3	Étage 1	Oui	
WC 3	Étage 1	Oui	
WC 4	Étage 1	Oui	
Cage d'escalier 3	Étage 1	Oui	
Hall	Étage 2	Oui	
Bureau 15	Étage 2	Oui	
Bureau 16	Étage 2	Oui	
Bureau 17	Étage 2	Oui	
Bureau 18	Étage 2	Oui	
Bureau 19	Étage 2	Oui	

Bureau 20	Étage 2	Oui	
Salle détente	Étage 2	Oui	
Couloir 3	Étage 2	Oui	
Salle de réunion	Étage 2	Oui	
Toilettes 4	Étage 2	Oui	
WC 5	Étage 2	Oui	
WC 6	Étage 2	Oui	

Description des revêtements en place au jour de la visite

Localisation	Élément	Matériaux ou produits
Rez de chaussée > Accueil 1	Tous les murs	Peinture
Rez de chaussée > Accueil 1	Tous les murs	Plâtre
Rez de chaussée > Accueil 1	Sol	Carrelage
Rez de chaussée > Accueil 2	Tous les murs	Peinture
Rez de chaussée > Accueil 2	Tous les murs	Plâtre
Rez de chaussée > Accueil 2	Sol	Carrelage
Rez de jardin > Archives	Tous les murs	Béton
Rez de jardin > Archives	Sol	Béton
Rez de jardin > Archives	Plafond	Béton
Rez de jardin > Archives 2	Tous les murs	Béton
Rez de jardin > Archives 2	Sol	Béton
Rez de jardin > Archives 2	Plafond	Béton
Étage 1 > Archives 3	Tous les murs	Peinture
Étage 1 > Archives 3	Tous les murs	Plâtre
Étage 1 > Archives 3	Sol	Carrelage
Rez de jardin > Bureau 1	Tous les murs	Peinture
Rez de jardin > Bureau 1	Tous les murs	Plâtre
Rez de jardin > Bureau 1	Sol	Carrelage
Étage 1 > Bureau 10	Tous les murs	Peinture
Étage 1 > Bureau 10	Tous les murs	Plâtre
Étage 1 > Bureau 10	Sol	Carrelage
Étage 1 > Bureau 11	Tous les murs	Peinture
Étage 1 > Bureau 11	Tous les murs	Plâtre
Étage 1 > Bureau 11	Sol	Carrelage
Étage 1 > Bureau 12	Tous les murs	Peinture
Étage 1 > Bureau 12	Tous les murs	Plâtre
Étage 1 > Bureau 12	Sol	Carrelage
Étage 1 > Bureau 13	Tous les murs	Peinture



Étage 1 > Bureau 13	Tous les murs	Plâtre
Étage 1 > Bureau 13	Sol	Carrelage
Étage 1 > Bureau 14	Tous les murs	Peinture
Étage 1 > Bureau 14	Tous les murs	Plâtre
Étage 1 > Bureau 14	Sol	Carrelage
Étage 2 > Bureau 15	Tous les murs	Peinture
Étage 2 > Bureau 15	Tous les murs	Plâtre
Étage 2 > Bureau 15	Sol	Carrelage
Étage 2 > Bureau 16	Tous les murs	Peinture
Étage 2 > Bureau 16	Tous les murs	Plâtre
Étage 2 > Bureau 16	Sol	Carrelage
Étage 2 > Bureau 17	Tous les murs	Peinture
Étage 2 > Bureau 17	Tous les murs	Plâtre
Étage 2 > Bureau 17	Sol	Carrelage
Étage 2 > Bureau 18	Tous les murs	Peinture
Étage 2 > Bureau 18	Tous les murs	Plâtre
Étage 2 > Bureau 18	Sol	Carrelage
Étage 2 > Bureau 19	Tous les murs	Peinture
Étage 2 > Bureau 19	Tous les murs	Plâtre
Étage 2 > Bureau 19	Sol	Carrelage
Rez de jardin > Bureau 2	Tous les murs	Peinture
Rez de jardin > Bureau 2	Tous les murs	Plâtre
Rez de jardin > Bureau 2	Sol	Carrelage
Étage 2 > Bureau 20	Tous les murs	Peinture
Étage 2 > Bureau 20	Tous les murs	Plâtre
Étage 2 > Bureau 20	Sol	Carrelage
Rez de jardin > Bureau 3	Tous les murs	Peinture
Rez de jardin > Bureau 3	Tous les murs	Plâtre
Rez de jardin > Bureau 3	Sol	Carrelage
Rez de chaussée > Bureau 4	Tous les murs	Peinture
Rez de chaussée > Bureau 4	Tous les murs	Plâtre
Rez de chaussée > Bureau 4	Sol	Carrelage
Rez de chaussée > Bureau 5	Tous les murs	Peinture
Rez de chaussée > Bureau 5	Tous les murs	Plâtre
Rez de chaussée > Bureau 5	Sol	Carrelage
Rez de chaussée > Bureau 6	Tous les murs	Peinture
Rez de chaussée > Bureau 6	Tous les murs	Plâtre

Rez de chaussée > Bureau 6	Sol	Carrelage
Rez de chaussée > Bureau 7	Tous les murs	Peinture
Rez de chaussée > Bureau 7	Tous les murs	Plâtre
Rez de chaussée > Bureau 7	Sol	Carrelage
Rez de chaussée > Bureau 8	Tous les murs	Peinture
Rez de chaussée > Bureau 8	Tous les murs	Plâtre
Rez de chaussée > Bureau 8	Sol	Carrelage
Étage 1 > Bureau 9	Tous les murs	Peinture
Étage 1 > Bureau 9	Tous les murs	Plâtre
Étage 1 > Bureau 9	Sol	Carrelage
Rez de jardin > Bureau archives	Tous les murs	Peinture
Rez de jardin > Bureau archives	Tous les murs	Plâtre
Rez de jardin > Bureau archives	Sol	Carrelage
Rez de chaussée > Cage d'escalier 2	Tous les murs	Béton
Rez de chaussée > Cage d'escalier 2	Sol	Béton
Rez de chaussée > Cage d'escalier 2	Plafond	Béton
Étage 1 > Cage d'escalier 3	Tous les murs	Béton
Étage 1 > Cage d'escalier 3	Sol	Béton
Étage 1 > Cage d'escalier 3	Plafond	Béton
Rez de jardin > Couloir	Tous les murs	Peinture
Rez de jardin > Couloir	Tous les murs	Plâtre
Rez de jardin > Couloir	Sol	Carrelage
Étage 1 > Couloir 2	Tous les murs	Peinture
Étage 1 > Couloir 2	Tous les murs	Plâtre
Étage 1 > Couloir 2	Sol	Carrelage
Étage 2 > Couloir 3	Tous les murs	Peinture
Étage 2 > Couloir 3	Tous les murs	Plâtre
Étage 2 > Couloir 3	Sol	Carrelage
Rez de jardin > Garage	Tous les murs	Béton
Rez de jardin > Garage	Sol	Béton
Rez de jardin > Garage	Plafond	Béton
Rez de chaussée > Guichet	Tous les murs	Peinture
Rez de chaussée > Guichet	Tous les murs	Plâtre
Rez de chaussée > Guichet	Sol	Carrelage
Étage 2 > Hall	Tous les murs	Peinture
Étage 2 > Hall	Tous les murs	Plâtre
Étage 2 > Hall	Sol	Carrelage

Rez de chaussée > Hall d'accueil	Tous les murs	Peinture
Rez de chaussée > Hall d'accueil	Tous les murs	Plâtre
Rez de chaussée > Hall d'accueil	Sol	Carrelage
Étage 1 > Hall d'attente	Tous les murs	Peinture
Étage 1 > Hall d'attente	Tous les murs	Plâtre
Étage 1 > Hall d'attente	Sol	Carrelage
Rez de jardin > Local électrique	Tous les murs	Béton
Rez de jardin > Local électrique	Sol	Béton
Rez de jardin > Local électrique	Plafond	Béton
Rez de jardin > Local technique	Tous les murs	Béton
Rez de jardin > Local technique	Sol	Béton
Rez de jardin > Local technique	Plafond	Béton
Rez de chaussée > Réserve	Tous les murs	Peinture
Rez de chaussée > Réserve	Tous les murs	Plâtre
Rez de chaussée > Réserve	Sol	Carrelage
Rez de jardin > SAS	Tous les murs	Béton
Rez de jardin > SAS	Sol	Béton
Rez de jardin > SAS	Plafond	Béton
Rez de chaussée > SAS 2	Tous les murs	Peinture
Rez de chaussée > SAS 2	Tous les murs	Plâtre
Rez de chaussée > SAS 2	Sol	Carrelage
Étage 2 > Salle de réunion	Tous les murs	Faïence
Étage 2 > Salle de réunion	Tous les murs	Peinture
Étage 2 > Salle de réunion	Tous les murs	Plâtre
Étage 2 > Salle de réunion	Sol	Linoléum
Étage 2 > Salle de réunion	Plafond	Peinture
Étage 2 > Salle de réunion	Plafond	Plâtre
Étage 2 > Salle détente	Tous les murs	Peinture
Étage 2 > Salle détente	Tous les murs	Plâtre
Étage 2 > Salle détente	Sol	Carrelage
Rez de jardin > Salle informatique	Tous les murs	Peinture
Rez de jardin > Salle informatique	Tous les murs	Plâtre
Rez de jardin > Salle informatique	Sol	Carrelage
Rez de chaussée > Toilettes 1	Tous les murs	Faïence
Rez de chaussée > Toilettes 1	Tous les murs	Peinture
Rez de chaussée > Toilettes 1	Tous les murs	Plâtre
Rez de chaussée > Toilettes 1	Sol	Linoléum

Rez de chaussée > Toilettes 1	Plafond	Peinture
Rez de chaussée > Toilettes 1	Plafond	Plâtre
Rez de chaussée > Toilettes 2	Tous les murs	Faïence
Rez de chaussée > Toilettes 2	Tous les murs	Peinture
Rez de chaussée > Toilettes 2	Tous les murs	Plâtre
Rez de chaussée > Toilettes 2	Sol	Linoléum
Rez de chaussée > Toilettes 2	Plafond	Peinture
Rez de chaussée > Toilettes 2	Plafond	Plâtre
Étage 1 > Toilettes 3	Tous les murs	Faïence
Étage 1 > Toilettes 3	Tous les murs	Peinture
Étage 1 > Toilettes 3	Tous les murs	Plâtre
Étage 1 > Toilettes 3	Sol	Linoléum
Étage 1 > Toilettes 3	Plafond	Peinture
Étage 1 > Toilettes 3	Plafond	Plâtre
Étage 2 > Toilettes 4	Tous les murs	Faïence
Étage 2 > Toilettes 4	Tous les murs	Peinture
Étage 2 > Toilettes 4	Tous les murs	Plâtre
Étage 2 > Toilettes 4	Sol	Linoléum
Étage 2 > Toilettes 4	Plafond	Peinture
Étage 2 > Toilettes 4	Plafond	Plâtre
Rez de chaussée > Trésorerie	Tous les murs	Peinture
Rez de chaussée > Trésorerie	Tous les murs	Plâtre
Rez de chaussée > Trésorerie	Sol	Carrelage
Rez de chaussée > WC 1	Tous les murs	Faïence
Rez de chaussée > WC 1	Tous les murs	Peinture
Rez de chaussée > WC 1	Tous les murs	Plâtre
Rez de chaussée > WC 1	Sol	Linoléum
Rez de chaussée > WC 1	Plafond	Peinture
Rez de chaussée > WC 1	Plafond	Plâtre
Rez de chaussée > WC 2	Tous les murs	Faïence
Rez de chaussée > WC 2	Tous les murs	Peinture
Rez de chaussée > WC 2	Tous les murs	Plâtre
Rez de chaussée > WC 2	Sol	Linoléum
Rez de chaussée > WC 2	Plafond	Peinture
Rez de chaussée > WC 2	Plafond	Plâtre
Étage 1 > WC 3	Tous les murs	Faïence
Étage 1 > WC 3	Tous les murs	Peinture
Étage 1 > WC 3	Tous les murs	Plâtre

Étage 1 > WC 3	Sol	Linoléum
Étage 1 > WC 3	Plafond	Peinture
Étage 1 > WC 3	Plafond	Plâtre
Étage 1 > WC 4	Tous les murs	Faïence
Étage 1 > WC 4	Tous les murs	Peinture
Étage 1 > WC 4	Tous les murs	Plâtre
Étage 1 > WC 4	Sol	Linoléum
Étage 1 > WC 4	Plafond	Peinture
Étage 1 > WC 4	Plafond	Plâtre
Étage 2 > WC 5	Tous les murs	Faïence
Étage 2 > WC 5	Tous les murs	Peinture
Étage 2 > WC 5	Tous les murs	Plâtre
Étage 2 > WC 5	Sol	Linoléum
Étage 2 > WC 5	Plafond	Peinture
Étage 2 > WC 5	Plafond	Plâtre
Étage 2 > WC 6	Tous les murs	Faïence
Étage 2 > WC 6	Tous les murs	Peinture
Étage 2 > WC 6	Tous les murs	Plâtre
Étage 2 > WC 6	Sol	Linoléum
Étage 2 > WC 6	Plafond	Peinture
Étage 2 > WC 6	Plafond	Plâtre

La liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, sur décision de l'opérateur

Aucun

La liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, après analyse

Aucun

La liste des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, mais n'en contenant pas

Localisation	Élément	Matériaux ou produits	Critère de décision	Réf. Prél.
Rez de chaussée > Accueil 1	Plafond	Faux plafonds	Document consulté	
Rez de chaussée > Accueil 2	Plafond	Faux plafonds	Document consulté	
Étage 1 > Archives 3	Plafond	Faux plafonds	Document consulté	
Rez de jardin > Bureau 1	Plafond	Faux plafonds	Document consulté	
Étage 1 > Bureau 10	Plafond	Faux plafonds	Document consulté	
Étage 1 > Bureau 11	Plafond	Faux plafonds	Document consulté	
Étage 1 > Bureau 12	Plafond	Faux plafonds	Document consulté	
Étage 1 > Bureau 13	Plafond	Faux plafonds	Document consulté	
Étage 1 > Bureau 14	Plafond	Faux plafonds	Document consulté	

Étage 2 > Bureau 15	Plafond	Faux plafonds	Document consulté	
Étage 2 > Bureau 16	Plafond	Faux plafonds	Document consulté	
Étage 2 > Bureau 17	Plafond	Faux plafonds	Document consulté	
Étage 2 > Bureau 18	Plafond	Faux plafonds	Document consulté	
Étage 2 > Bureau 19	Plafond	Faux plafonds	Document consulté	
Rez de jardin > Bureau 2	Plafond	Faux plafonds	Document consulté	
Étage 2 > Bureau 20	Plafond	Faux plafonds	Document consulté	
Rez de jardin > Bureau 3	Plafond	Faux plafonds	Document consulté	
Rez de chaussée > Bureau 4	Plafond	Faux plafonds	Document consulté	
Rez de chaussée > Bureau 5	Plafond	Faux plafonds	Document consulté	
Rez de chaussée > Bureau 6	Plafond	Faux plafonds	Document consulté	
Rez de chaussée > Bureau 7	Plafond	Faux plafonds	Document consulté	
Rez de chaussée > Bureau 8	Plafond	Faux plafonds	Document consulté	
Étage 1 > Bureau 9	Plafond	Faux plafonds	Document consulté	
Rez de jardin > Bureau archives	Plafond	Faux plafonds	Document consulté	
Rez de jardin > Couloir	Plafond	Faux plafonds	Document consulté	
Étage 1 > Couloir 2	Plafond	Faux plafonds	Document consulté	
Étage 2 > Couloir 3	Plafond	Faux plafonds	Document consulté	
Rez de chaussée > Guichet	Plafond	Faux plafonds	Document consulté	
Étage 2 > Hall	Plafond	Faux plafonds	Document consulté	
Rez de chaussée > Hall d'accueil	Plafond	Faux plafonds	Document consulté	
Étage 1 > Hall d'attente	Plafond	Faux plafonds	Document consulté	
Rez de chaussée > Réserve	Plafond	Faux plafonds	Document consulté	
Rez de chaussée > SAS 2	Plafond	Faux plafonds	Document consulté	
Étage 2 > Salle détente	Plafond	Faux plafonds	Document consulté	
Rez de jardin > Salle informatique	Plafond	Faux plafonds	Document consulté	
Rez de chaussée > Trésorerie	Plafond	Faux plafonds	Document consulté	

Liste des matériaux ou produits qui par nature ne contiennent pas d'amiante

Aucun

Résultats hors champ d'investigation (matériaux non visés par la liste A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique)

Aucun

Légende	
État de dégradation des matériaux	BE : Bon état, DL: Dégradation locales, ME : Mauvais état
Se référer aux recommandations générales de sécurité	RGS
	Etat 1 : Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation

Obligation matériaux de type Flocage, calorifugeage ou faux-plafond (résultat de la grille d'évaluation)	Etat 2 : Faire réaliser une surveillance du niveau d'empoussièrement
	Etat 3 : Faire réaliser des travaux de retrait ou de confinement
Recommandations des autres matériaux et produits. (résultat de la grille d'évaluation)	EP : Évaluation périodique
	AC1 : Action corrective de premier niveau
	AC2 : Action corrective de second niveau

Évaluation périodique

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit.

Cette évaluation périodique consiste à :

- a)** contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas, et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- b)** rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

Action corrective de premier niveau

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés.

Rappel : l'obligation de faire intervenir une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement ou pour les autres opérations de maintenance.

Cette action corrective de premier niveau consiste à :

- a)** rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- b)** procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- c)** veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux ou produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- d)** contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que, le cas échéant, leur protection, demeurent en bon état de conservation.

Action corrective de second niveau

Qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation.

Cette action corrective de second niveau consiste à :

- a)** prendre, tant que les mesures mentionnées au **c)** n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation, et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
- b)** procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
- c)** mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- d)** contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

H Déroulement du repérage

Éléments complémentaires au repérage

Présence de mobilier ou d'activité pendant le repérage ?	<input checked="" type="checkbox"/>
Les plans du bâtiment ont-ils été fournis ?	<input checked="" type="checkbox"/>
D'autres documents ont-ils été remis ?	<input checked="" type="checkbox"/>
Ancien DTA	
Commentaire Néant	

I Éléments d'information

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires), et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes, renseignez-vous auprès de votre mairie ou votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous consultez la base de données «déchets» gérée par l'ADEME directement accessible sur le site Internet www.sinoe.org

Planche de repérage usuel		2/4
Rez de chaussée		
Référence	AMIDTA-D9777234-2201	Version 1
Origine	Dekra diagnostic / CAMILLE AUFAURE	
Adresse	9 avenue Léon BLUM 43100 BRIOUDE	

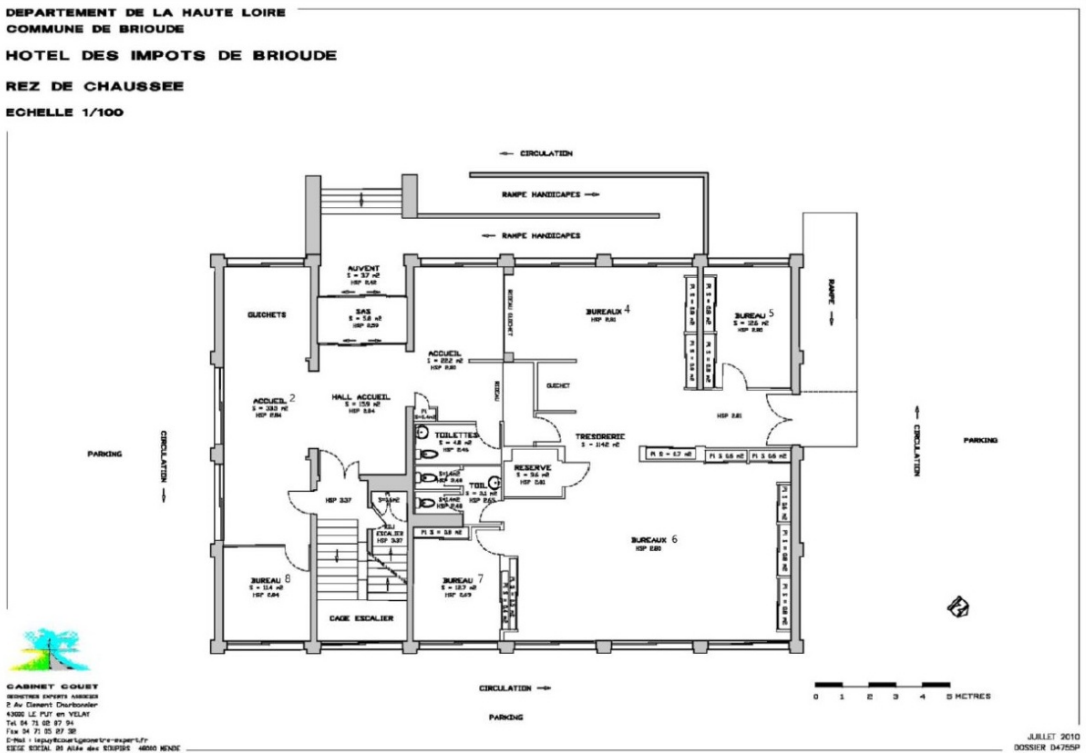




Planche de repérage usuel		3/4
Étage 1		
Référence	AMIDTA-D9777234-2201	Version 1
Origine	Dekra diagnostic / CAMILLE AUFAURE	
Adresse	9 avenue Léon BLUM 43100 BRIOUDE	

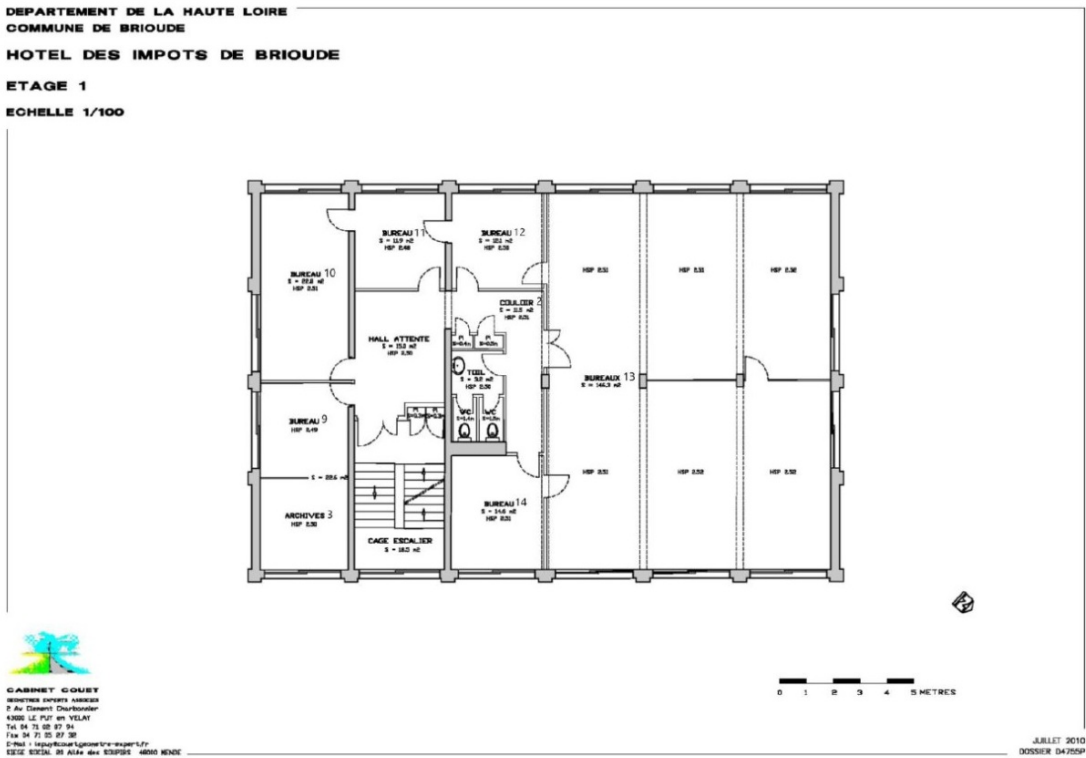
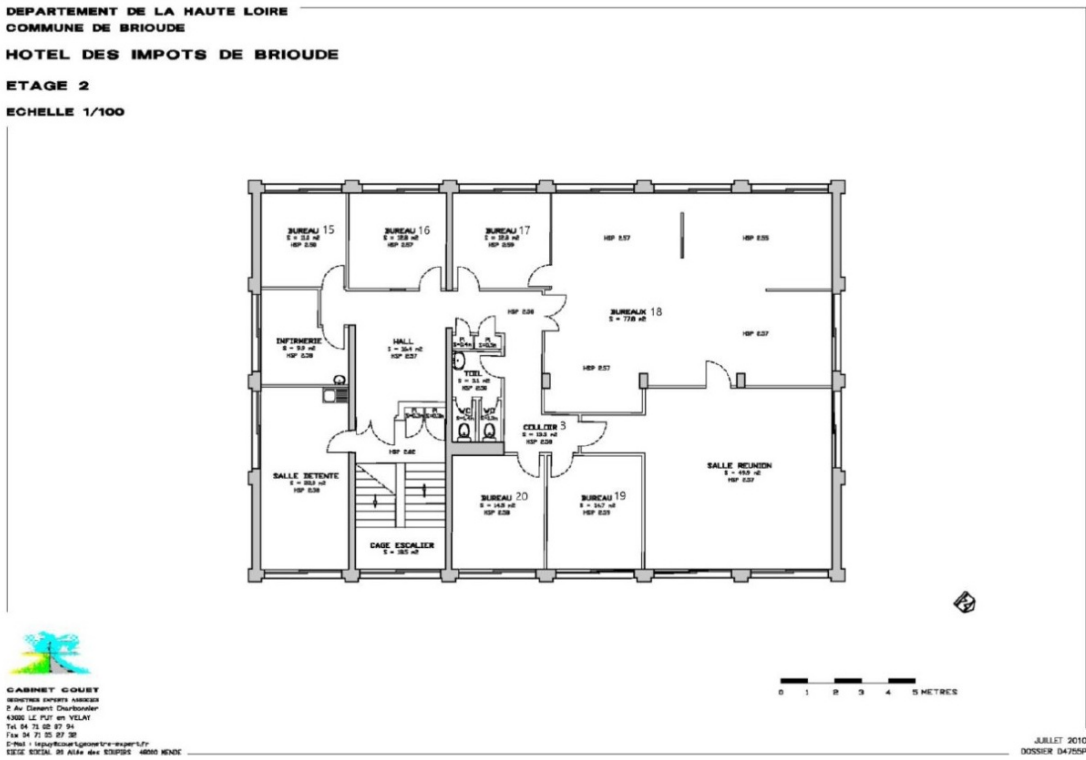


Planche de repérage usuel		4/4
Étage 2		
Référence	AMIDTA-D9777234-2201	Version 1
Origine	Dekra diagnostic / CAMILLE AUFAURE	
Adresse	9 avenue Léon BLUM 43100 BRIOUDE	



ANNEXE 2 Recommandations générales de sécurité

Les recommandations générales de sécurité (Arrêté du 21 décembre 2012)

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29- 5 du code de la santé publique. La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées. Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997. En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises. Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés. De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations. Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flochage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante. L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente. Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation. Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr. De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination. Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement. Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses. Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie. A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées. Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets. Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification). Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets. Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

ANNEXE 3 Certificat de qualification



Certificat de compétences Diagnosticqueur Immobilier

N° CPDI5655 Version 001

Je soussignée, Juliette JANNOT, Directrice Générale d'I.Cert, atteste que :

Monsieur AUFAURE Camille

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert en vigueur (CPE DI DR 01 (cycle de 5 ans) - CPE DI DR 06 (cycle de 7 ans)), dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention	Amiante Avec Mention** Date d'effet : 04/06/2020 - Date d'expiration : 03/06/2027
Amiante sans mention	Amiante Sans Mention* Date d'effet : 04/06/2020 - Date d'expiration : 03/06/2027
Termites	Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment - France métropolitaine Date d'effet : 19/11/2020 - Date d'expiration : 18/11/2027

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.
Edité à Saint-Grégoire, le 04/03/2021.

Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification ou Arrêté du 8 novembre 2019 relatif aux compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux, dans les immeubles bâtis ou Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification. Ou Arrêté du 2 juillet 2018 modifié définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.

I.Cert
Institut de Certification

Certification de personnes
Diagnosticqueur
Portée disponible sur www.icert.fr

Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K – 35760 Saint-Grégoire

cofrac
ACCREDITATION
N° 4-0522
PORTÉE
CERTIFICATION
DE PERSONNES
DISPONIBLE SUR
WWW.COFRAC.FR

CPE DI FR 11 rev17

ANNEXE 4 Attestations d'assurance et sur l'honneur



XL Insurance

ATTESTATION D'ASSURANCE 2022

« Diagnostics Amiante »

XL Insurance Company SE, 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927, succursale française de XL Insurance Company SE, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée 8 St. Stephen's Green, D02 VK30, Dublin 2, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie), atteste que la société :

DEKRA Industrial SAS
P.A Limoges Sud Orange, 19 Rue Stuart Mill – CS 70308
87008 LIMOGES Cedex

a souscrit le contrat d'assurance **RESPONSABILITE CIVILE ENTREPRISE n° FR00019980LI** auprès de notre société et couvrant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non causés aux tiers dans le cadre de ses activités garanties au titre de ce contrat.

Les activités garanties par ces contrats sont notamment les suivantes :

Mission « Diagnostics de présence d'amiante dans les bâtiments, assistance technique amiante, mesures d'empoussièrement d'amiante, coordination SPS lors de chantiers de désamiantage », Conseils et accompagnement Amiante, Stratégies de Prélèvements, Prélèvements et Analyses de tout type de matériaux, air, sols, boues, Rapports d'analyse, Surveillance de l'air sur le lieu du travail, Logiciels de suivi des analyses et des données de chantier

Les sommes assurées au titre de ces deux contrats sont les suivantes :

RESPONSABILITE CIVILE IMPUTABLE AUX « MISSIONS » (RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE) :

Dommages Immatériels Non Consécutifs : **4 000 000 Euros** par sinistre et par année d'assurance

Il est précisé que les montants de garanties :

- Forment la limite des engagements de l'Assureur pour l'ensemble des réclamations imputables au même fait dommageable et quel que soit le nombre d'Assurés au contrat,
- Constituent, lorsque la précision en est faite, l'engagement maximum de l'Assureur pour toutes les réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance,
- S'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat.

Validité de cette attestation :

La validité de la présente attestation, qui ne peut engager l'Assureur au-delà des termes et limites du contrat auquel elle se réfère, cesse pour les risques situés à l'étranger dès lors que l'assurance de ceux-ci ne peut être souscrite conformément à la législation locale qu'auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

Cette attestation est valable du **1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022** inclus sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation de la police en cours d'année d'assurance, pour les cas prévus par le Code des Assurances ou par le Contrat.



XL Insurance

Fait à Paris, le 13 janvier 2022

XL Insurance Company SE
 Succursale Française
 61 rue Mstislav Rostropovitch - 75017 PARIS
 RCS PARIS 419 408 927
 Siège Social : 8 St Stephen's Green - Dublin (Irlande)
 Représentée par : CAPLUM SERVICES DE COMMERCE

XL Insurance Company SE, 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France - Telephone: +33 1 56 92 80 00 axa.com
 XL Insurance Company SE, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée 8 St. Stephen's Green, Dublin 2, D02 VK30, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie). XL Insurance Company SE, Succursale française : 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927. Directors: B.R.P. Joseph (UK), X.Veyry (FR), P. Wilson (UK), D. Palici-Chehab (FR), J. O'Neill, H. Browne, P.H. Rastoul (FR)



ATTESTATION D'ASSURANCE

XL Insurance Company SE, 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927, succursale française de **XL Insurance Company SE**, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée 8 St. Stephen's Green, D02 VK30, Dublin 2, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie), atteste que la société :

DEKRA Industrial SAS
P.A Limoges Sud Orange, 19 Rue Stuart Mill
CS 70308 - 87008
LIMOGES Cedex

a souscrit auprès de notre Société un contrat d'assurance **RESPONSABILITÉ CIVILE ENTREPRISE n° FR00019980LI** couvrant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incombent en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre des activités couvertes au titre de ce contrat.

Les activités garanties par ce contrat sont les suivantes :

- Bureau de contrôle, contrôleur technique, dans tous les domaines de la construction, de la prévention, de la sécurité, de la fiabilité, de la coordination, de l'assistance, de la maintenance, comportant toutes opérations, missions et prestations de conseils, audits, études, expertises, analyses, diagnostics, enquêtes, constats, contrôles, vérifications, formation, information, y compris les diagnostics et contrôles de présence de plomb, radon et insectes, et ce sur tous biens meubles et immeubles, y compris les ouvrages de génie civil, les équipements, les installations, les remontées mécaniques, les systèmes de sécurité incendie, les navires notamment pour la délivrance de certificats sanitaires, et y compris leurs implications sur l'environnement.
- Conseils et accompagnement amiante et plomb, Stratégie de Prélèvements, Prélèvements et Analyses de tout type de matériaux, air, sols, boues, Rapports d'analyses Surveillance de l'air sur le lieu du travail, Logiciels de suivi des analyses et des données de chantier.
- Formation, information, animation, assistance à destination du personnel des entreprises dans les domaines suivants : système sécurité incendie, hygiène et sécurité dans le travail, plans de prévention, audit de conformité du patrimoine bâti, coordination sécurité-santé, mines et carrières.
- Coordinateur « sécurité protection de la santé », coordination SSI, examinateur « qualitel », chargé de sécurité pyrotechnique, mesures de perméabilité à l'air de l'enveloppe des bâtiments et des réseaux aérauliques.
- Assistance, conseils, audits, études, dans les domaines suivants : sûreté de fonctionnement d'équipements et installations, ingénierie qualité, optimisation de la performance en production et maintenance.
- Etudes, formations, informations et assistances techniques, administratives et financières aux maîtres d'ouvrages dans les domaines liés à l'environnement (eau, air, sol, déchets).
- Missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de maîtrise d'ouvrage déléguée, et missions Amose selon les articles 5 et 6 de l'Ordonnance 2018-937 du 30 octobre 2018.
- Développement et vente, avec installation, formation et maintenance, de logiciels et progiciels pour la gestion technique et administrative des parcs immobiliers et mobiliers des secteurs publics et privés.
- Soutien au développement de l'activité de contrôle des appareils de radiographie des cabinets dentaires.
- **A l'exclusion de toute opération, mission et prestation de maîtrise d'œuvre**, sauf celles très occasionnelles, et sauf celles de maîtrise d'œuvre et de bureau d'études techniques pour la réalisation d'ouvrages et d'installations d'assainissement desservant des bâtiments dans le domaine de l'industrie et des collectivités locales et celles de maîtrise d'œuvre en installations thermiques et climatiques.
- **A l'exclusion de toutes activités ou dommages liés à la présence d'amiante.**

XL Insurance Company SE, 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France - Telephone: +33 1 56 92 80 00 axaxl.com

XL Insurance Company SE, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée 8 St. Stephen's Green, Dublin 2, D02 VK30, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie). XL Insurance Company SE, Succursale française : 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927.

Administrateurs: P.R.Bradbrook (UK), J.R.Harris (UK), B.R.P.Joseph (UK), Y.Slattey, P. Wilson (UK), D. Palici-Chehab (FR), J. O'Neill, H. Browne

1/2



XL Insurance

MONTANT DES GARANTIES

• **RESPONSABILITÉ CIVILE NON IMPUTABLE AUX « FOURNITURES »**
(RESPONSABILITÉ CIVILE GÉNÉRALE)

Pour l'ensemble des
dommages

15.000.000 euros par sinistre dont :

- atteintes à l'environnement : 1.525.000 euros par sinistre et année d'assurance, ce montant comprenant également les dommages matériels et immatériels
- pour l'ensemble des dommages matériels et immatériels consécutifs ou non consécutifs : 15.000.000 euros par sinistre dont 1.525.000 euros par sinistre pour les dommages immatériels non consécutif
- Faute inexcusable de l'Employeur en France : 7 500 000 Euros pour l'ensemble des sinistres imputables à une même année d'assurance.

• **RESPONSABILITÉ CIVILE IMPUTABLE AUX « FOURNITURES »** **RESPONSABILITÉ**
CIVILE PROFESSIONNELLE

Pour l'ensemble des
dommages

15.000.000 euros par sinistre et année d'assurance dont :

- 6.000.000 euros par sinistre et année d'assurance pour l'ensemble des dommages suivants : dommages immatériels non consécutifs et dommages de même nature que ceux visés aux articles 1792 et 1792-2 du Code civil et dont sont responsables le maître d'œuvre et le bureau d'études techniques réputés constructeurs (en application de l'article 1792-1 1° du Code civil) ou le contrôleur technique (tel que défini à l'article L111-23 du Code de la construction et de l'habitation) pour les ouvrages listés à l'Article L243-1-1 du Code des assurances.

Territorialité : Monde entier sauf USA-Canada

Il est précisé que les montants de garanties :

- Forment la limite des engagements de l'Assureur pour l'ensemble des réclamations imputables au même fait dommageable et quel que soit le nombre d'Assurés au contrat,
- Constituent, lorsque la précision en est faite, l'engagement maximum de l'Assureur pour toutes les réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance,
- S'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat.

Cette attestation est valable du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022 inclus sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation du contrat, en cours d'année d'assurance, pour les cas prévus par le Code des Assurances ou par le contrat.

La validité de la présente attestation, qui ne peut engager l'Assureur au-delà des limites du contrat auquel elle se réfère, cesse pour les risques situés à l'étranger dès lors que l'assurance de ces derniers ne peut être souscrite conformément à la législation locale qu'auprès d'assureurs agréés dans la nation considérée.

Fait à Paris, le 13 janvier 2022



XL Insurance

XL Insurance Company SE, 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France - Telephone: +33 1 56 92 80 00 **axax**
 XL Insurance Company SE, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée 8 St. Stephen's Green, Dublin 2, D02 VK30, Irlande sous
 contrôle par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie). XL Insurance Company SE, Succursale française : 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 P.
 419 408 927.

Administrateurs: P.R.Braddock (UK), J.R.Harris (UK), B.R.P.Joseph (UK), Y.Slaterry, P. Wilson (UK), D. Palici-Chehab (FR), J. O'Neill, H. Browne

XL INSURANCE COMPANY SE
 SUCCURSALE FRANÇAISE
 61 RUE MSTISLAV ROSTROPOVITCH - 75017 PARIS
 RCS PARIS 419 408 927 - **AXAX**
 SIÈGE SOCIAL: 8 ST STEPHEN'S GREEN - DUBLIN (IRLANDE)
 REPRÉSENTÉE PAR XL CATLIN SERVICES SE (ORIAS N° C184968)

2/2

**ATTESTATION SUR L'HONNEUR**

Je soussigné M. Nicolas BOUVIER agissant en qualité de représentant légal de la société **DEKRA France** inscrite sous le numéro SIREN 411 768 831 RCS. Nanterre laquelle est Présidente de la Société **DEKRA Industrial**, Société par actions simplifiée au capital social de 25 060 000 € ayant son siège social à LIMOGES (87000) - Parc d'activité de Limoges Sud Orange, 19 Rue Stuart Mill immatriculée sous le numéro SIREN 433 250 834 RCS Limoges, déclare sur l'honneur que :

La société **DEKRA Industrial** susvisée pour l'établissement des rapports et constats définis aux 1° à 4°, 6° et 7° de l'article L 271-4 ainsi qu'à l'article L 126-26 du code de la construction et de l'habitation, est en situation régulière au regard de l'article L 271-6 du même code et qu'elle:

- dispose des moyens en matériel et en personne appropriés,
- emploie des salariés dont les compétences ont été certifiées par un organisme accrédité dans le domaine de la construction, conformément à l'article R271-1 du code de la construction et de l'habitation,
- est souscripteur d'une assurance permettant de couvrir des conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions, selon les modalités de l'article R271-2 du code de la construction et de l'habitation,
- n'a aucun lien de nature à compromettre l'indépendance et l'impartialité de l'auteur (ou des auteurs) des rapports qui seront rédigés que ce soit avec le propriétaire, son mandataire, ou toute autre entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements.

Etabli au PLESSIS ROBINSON, le 03 janvier 2022

Pour servir et valoir ce que de droit

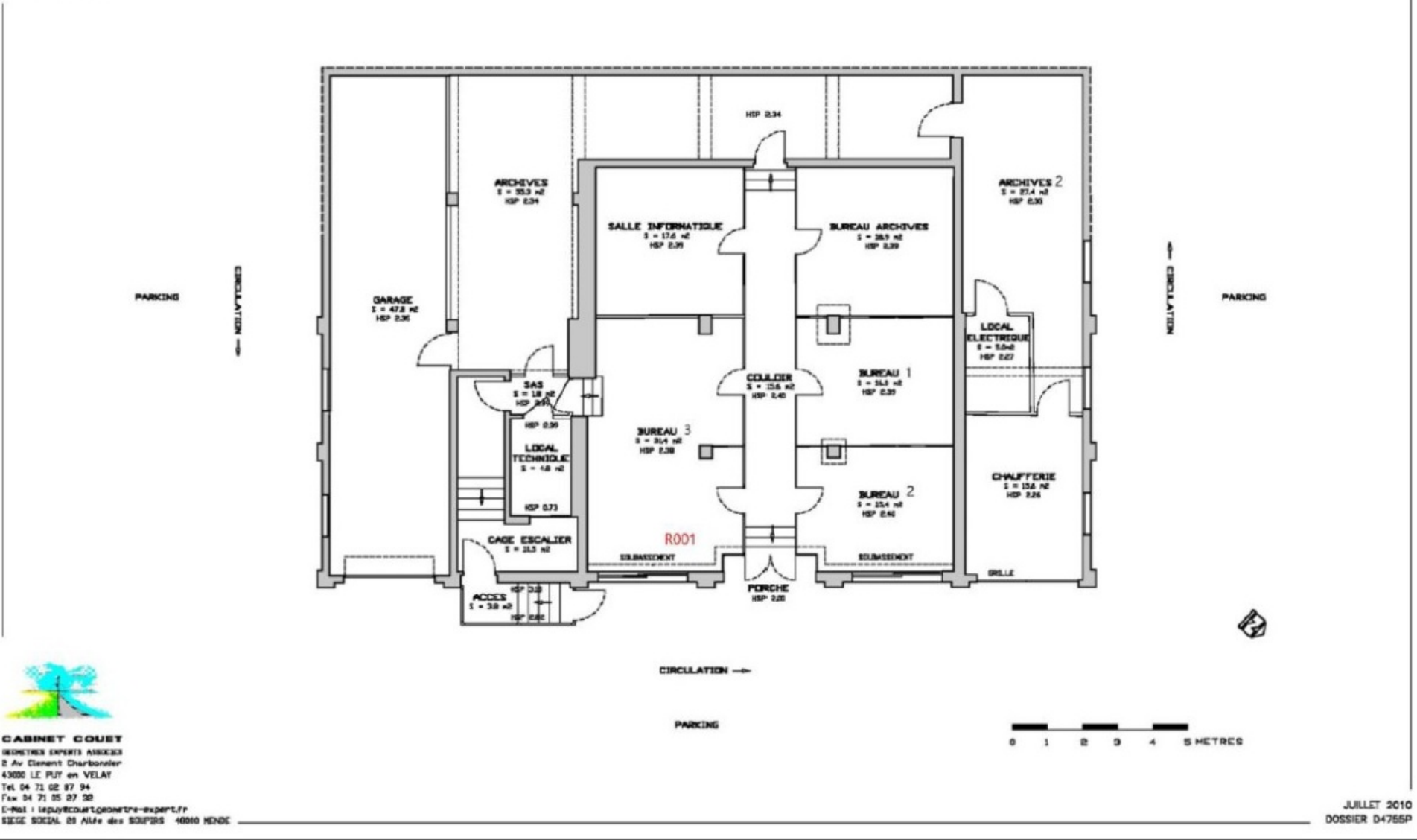


Pour DEKRA Industrial
Nicolas BOUVIER représentant DEKRA France
La Présidente



Planche de repérage usuel		1/4
Rez de jardin		
Référence	AMIDTA-D9777234-2201	Version 1
Origine	Dekra diagnostic / CAMILLE AUFAURE	
Adresse	9 avenue Léon BLUM 43100 BRIOUDE	

DEPARTEMENT DE LA HAUTE LOIRE
COMMUNE DE BRIOUDE
HOTEL DES IMPOTS DE BRIOUDE
REZ DE JARDIN
ECHELLE 1/100



Architectural floor plan of the 1st floor of the 'Maison de la Ville' in Paris. The plan shows various rooms including bureaux (offices), accueil (reception), toilettes (restrooms), trésorerie (treasury), and escaliers (stairs). It also indicates circulation paths, parking areas, and a ramp for handicapped access. A scale bar at the bottom right shows 0 to 5 metres.

Rooms and Areas:

- BUREAU 1:** 11.4 m² (107.0 m²)
- BUREAU 2:** 11.4 m² (107.0 m²)
- BUREAU 3:** 11.4 m² (107.0 m²)
- BUREAU 4:** 11.4 m² (107.0 m²)
- BUREAU 5:** 11.4 m² (107.0 m²)
- BUREAU 6:** 11.4 m² (107.0 m²)
- BUREAU 7:** 11.4 m² (107.0 m²)
- BUREAU 8:** 11.4 m² (107.0 m²)
- ACCUEIL 1:** 11.4 m² (107.0 m²)
- ACCUEIL 2:** 11.4 m² (107.0 m²)
- HALL ACCUEIL:** 11.4 m² (107.0 m²)
- TOILETTES:** 11.4 m² (107.0 m²)
- TRÉSORERIE:** 11.4 m² (107.0 m²)
- RESERVE:** 11.4 m² (107.0 m²)
- GLACIERS:** 11.4 m² (107.0 m²)
- RAMPE HANDICAPES:** 11.4 m² (107.0 m²)
- RAMPE:** 11.4 m² (107.0 m²)
- ESCALIER:** 11.4 m² (107.0 m²)
- CAGE ESCALIER:** 11.4 m² (107.0 m²)

Other Features:

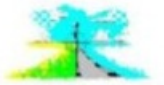
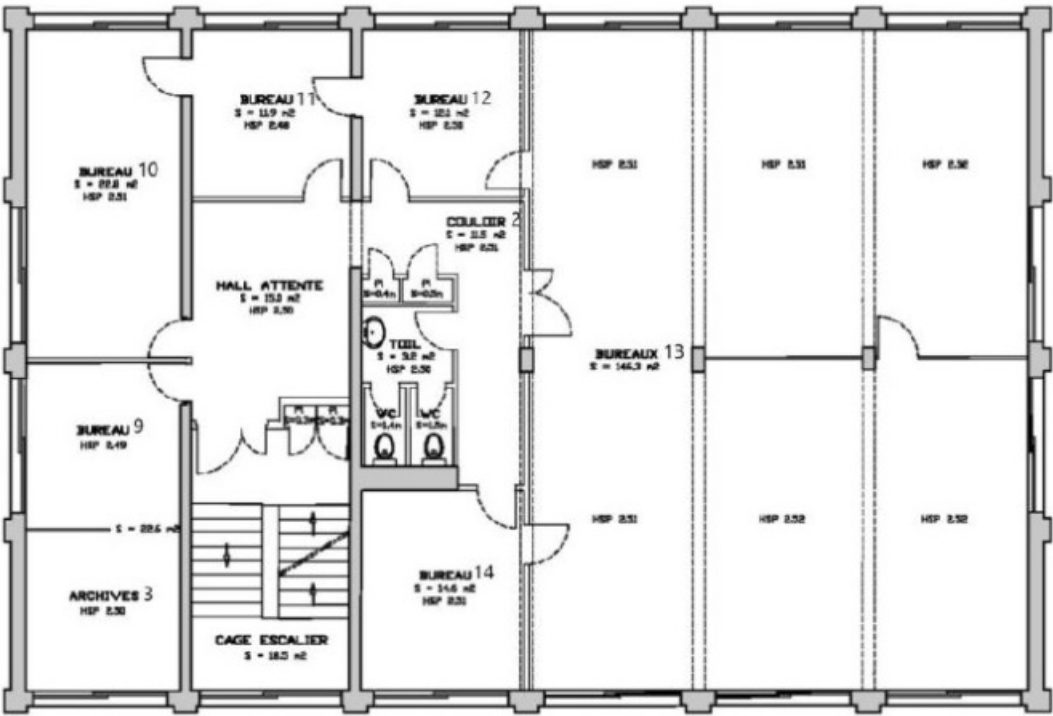
- CIRCULATION:** Indicated by arrows throughout the plan.
- PARKING:** Indicated on the left and right sides.
- Scale:** 0 to 5 metres.
- Orientation:** Indicated by a north arrow.

CABINET COUET
DEDICATEES EXPERTS AMOUCES
2 Av Clement Darbonnier
43000 LE PUT en YELAT
Tel 04 71 02 87 94
Fax 04 71 05 27 38
E-Mail : leput@courlogneutre-expert.fr
SIEGE SOCIAL 28 Allée des STURPS 40050 MENDE

JUILLET 2010
DOSSIER D475SP

Planche de repérage usuel		3/4
Étage 1		
Référence	AMIDTA-D9777234-2201	Version 1
Origine	Dekra diagnostic / CAMILLE AUFAURE	
Adresse	9 avenue Léon BLUM 43100 BRIOUDE	

DEPARTEMENT DE LA HAUTE LOIRE
COMMUNE DE BRIOUDE
HOTEL DES IMPOTS DE BRIOUDE
ETAGE 1
ECHELLE 1/100



CABINET COUST
GEOMETRES EXPERTS ASSOCIES
2 Av. Clement Charbonnier
43000 LE PUY en VELAY
Tel 04 71 02 87 94
Fax 04 71 05 87 30
E-Mail : lepuycoust@geometre-experts.fr
SIEGE SOCIAL 25 Allée des SOUPES 48000 MENDE

0 1 2 3 4 5 METRES

JUILLET 2010
DOSSIER D4755P

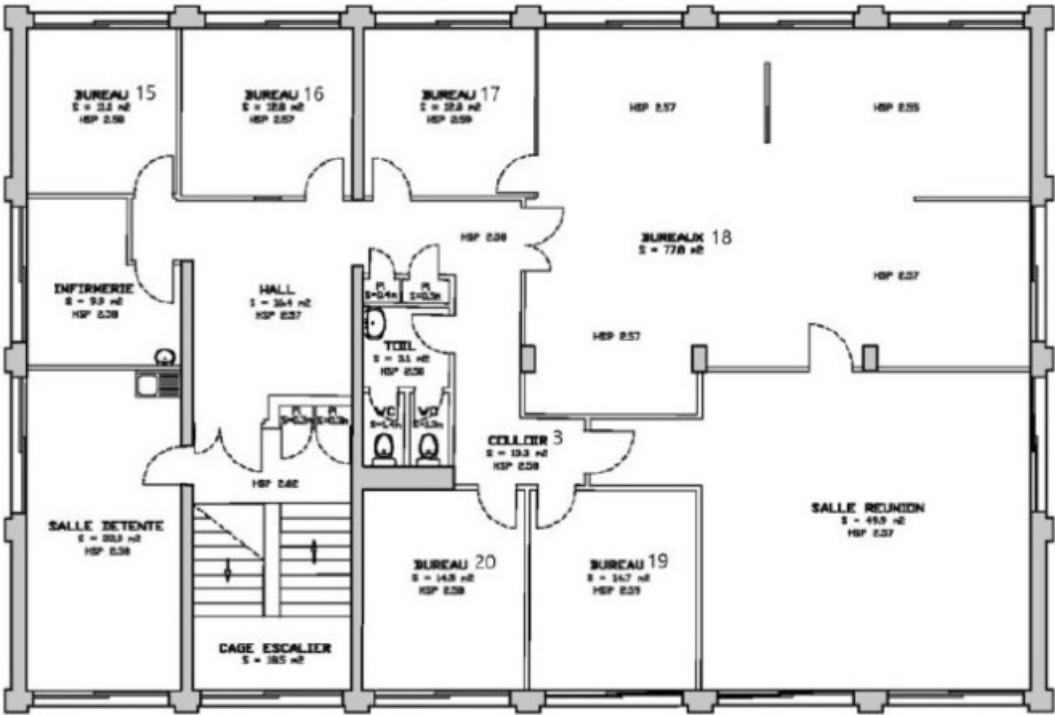
Planche de repérage usuel		4/4
Étage 2		
Référence	AMIDTA-D9777234-2201	Version 1
Origine	Dekra diagnostic / CAMILLE AUFAURE	
Adresse	9 avenue Léon BLUM 43100 BRIOUDE	

DEPARTEMENT DE LA HAUTE LOIRE
COMMUNE DE BRIOUDE

HOTEL DES IMPOTS DE BRIOUDE

ETAGE 2

ECHELLE 1/100




CABINET COUST
GEOMETRES EXPERTS ASSOCIES
2 Av Clement Charbonnier
43000 LE PUY en VELAY
Tel 04 71 02 97 94
Fax 04 71 05 27 32
E-Mail : lepuycoust@geometre-expert.fr
SIEGE SOCIAL 25 Allée des EUPHRES 48000 MENDE

